
PALMCI

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE STATUANT SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 2005

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 2006

SOMMAIRE

• CONSEIL D'ADMINISTRATION	4
• ORDRE DU JOUR	5
• RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	6
CHAPITRE I - PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE	7
1.1 - Exploitation	7
1.2 - Chiffre d'affaires	17
1.3 - Investissements de l'exercice	18
CHAPITRE II - PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE	19
CHAPITRE III - PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT	24
CHAPITRE IV - REDRESSEMENT DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES ..	25
CHAPITRE V - EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION PALMCI	27
CHAPITRE VI - NOMINATION DES ADMINISTRATEURS	27
• RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	28
Rapport général	28
Rapports spéciaux	29
• ETATS FINANCIERS SYSCOA	32-46
• TEXTE DES RESOLUTIONS	47

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président	Monsieur Emmanuel KATTIE.
Administrateurs	Monsieur Yves LAMBELIN ; Monsieur Manoj CHOPRA ; Monsieur Martin BARRETT ; La Société Unilever-CI, Représentée par Monsieur Marc DESENFANS ; La Société SIFCA, Représentée par Monsieur Angora TANO ; La Société INTERCULTURES, Représentée par Monsieur Jean François CHAUVEAU ; L'Etat de Côte d'Ivoire, Représenté par Monsieur Honoré N'guetta ASSANVO et Monsieur Bernadin Koffi YAPI.
Commissaires aux Comptes	MAZARS & GUERARD ERNST & YOUNG

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 2006

ORDRE DU JOUR

- Présentation du rapport du Conseil d'Administration sur la situation et l'activité de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2005 ;

- Présentation du rapport général des Commissaires aux comptes sur les états financiers de synthèse de l'exercice 2005 ;

- Présentation du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article 438 et suivants de l'Acte Uniforme relatif aux sociétés commerciales et du GIE ;

- Approbation des états financiers de synthèse et des conventions visées à l'article 438 de l'Acte Uniforme relatif aux sociétés commerciales et du GIE ; arrêtés au 31 décembre 2005 ;

- Quitus aux Administrateurs ;

- Affectation du résultat ;

- Renouvellement du mandat des Administrateurs ;

- Fixation des indemnités de fonction à allouer aux Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2005 ;

- Texte des résolutions ;

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 15 JUIN 2006

Mesdames, Messieurs,

Votre conseil vous a réunis ce jour en Assemblée Générale Ordinaire conformément à la loi et à l'article 29-2 des statuts afin de vous soumettre les activités et les comptes de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2005 et la proposition d'affectation du résultat.

Il vous sera également demandé de procéder à la nomination des Administrateurs.

Ces questions inscrites à l'ordre du jour seront développées comme suit :

Chapitre I

Présentation des activités de la société au cours de l'exercice 2005

Chapitre II

Présentation des comptes de l'exercice 2005

Bilan

Compte de résultat

Chapitre III

Proposition d'affectation du résultat

Chapitre IV

Redressement de la société et perspectives

Chapitre V

Evolution du cours de l'action PALMCI

Chapitre VI

Nomination des Administrateurs

I - PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

1.1 - EXPLOITATION

1-1 -1 - INTRODUCTION

1-1-1-1 Production 2005

Le budget 2005 prévoyait une production de 220 000 T d'huile de palme brute et un résultat bénéficiaire de 2,8 milliards de FCFA.

Dès la fin du premier trimestre, nous avons observé une faiblesse inhabituelle de la production de régimes que les spécialistes d'ici comme de Malaisie attribuent à un repos végétatif des palmiers suite à une année de forte production. Ce phénomène qui s'est poursuivi jusqu'au mois de mai nous a amenés à réviser notre prévision à la baisse en la ramenant à 210 000 T.

Pour les raisons avancées plus haut, la production de régimes de l'année 2005 a été de 923 335 T soit 1,3% de moins qu'en 2004 où elle était de 935 456 T.

En 2005, la mise en œuvre totale de l'Assurance Qualité Fournisseurs (AQF) qui se traduit par un contrôle plus poussé de la production de régimes, la mise en place de la prime à la qualité en plantations villageoises et la maîtrise du flux matière a permis de réaliser un taux d'extraction record de l'huile de palme brute de 22,5% soit 0,5 point de mieux que le budget 2005 et 1,3 point de plus que l'année 2004.

Bien que la production de régimes soit inférieure à celle de l'année 2004, l'amélioration substantielle du taux d'extraction a permis une production d'huile de palme de 207 800 T. Cette production est certes inférieure au budget initial et au budget révisé respectivement de 5,5 % et 1% mais elle est au-dessus de la réalisation de 2004 de 4,5%.

1-1-1-2 Résultat 2005

Malgré une bonne production, 2005 affiche une perte de 4 335 millions de FCFA due notamment aux éléments ci-après :

- La mise en œuvre d'un important programme de restructuration qui s'est traduite par la déflation de plus de 1 300 travailleurs pour un coût total de 1 315 millions de FCFA ;

- L'application du mécanisme de fixation du prix de vente de l'huile qui a ramené ce prix de 280 FCFA/Kg en 2004 à 260 FCFA/Kg au début de l'exercice 2005 puis à 245 FCFA/Kg à partir du troisième trimestre et enfin à 230 FCFA/Kg pendant le dernier trimestre, soit un prix moyen annuel de 246 217 FCFA/T. Au total, l'écart défavorable de prix par rapport au budget est estimé à 2 913 millions de FCFA. Parallèlement, le prix d'achat des régimes fixé à 26 FCFA/Kg au début de l'exercice a été maintenu jusqu'à fin septembre date à partir de laquelle il est passé à 23 FCFA/Kg. A ce prix de base il faut ajouter la prime à la qualité d'où un prix moyen global du kilogramme de régimes de 26,8 FCFA pour l'année. L'écart défavorable de prix qui en résulte est de 368 millions de FCFA malgré l'impact certain de la qualité de régime sur le rendement;

- Le prix moyen de vente des amandes de palmiste qui a été de 66 108 FCFA/T pour un budget de 75 000 FCFA/T, d'où un écart défavorable de prix de 285 millions de FCFA ;

- La production d'huile qui, bien qu'importante, est en dessous du budget initial de 12 380 T, soit un impact d'environ 1 890 millions de FCFA sur le résultat ;

- L'écart défavorable des frais financiers dû au retard pris par la restructuration financière qui s'élève à 270 millions de FCFA;

- Le coût du transport de l'huile, des amandes de palmiste et des régimes de palme qui enregistre un dépassement d'environ 667 millions de FCFA du fait de l'augmentation des tarifs engendrée par le renchérissement du prix du carburant.

1.1.2-ENVIRONNEMENT DES ACTIVITES

1-1-2-1 L'évolution du cours mondial de l'huile de palme CAF Rotterdam

Au cours de l'année 2005, le marché international de l'huile de palme brute a été marqué par une baisse des cours qui s'est amorcée dès le deuxième semestre de 2004 en s'accroissant au cours du premier trimestre 2005.

PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

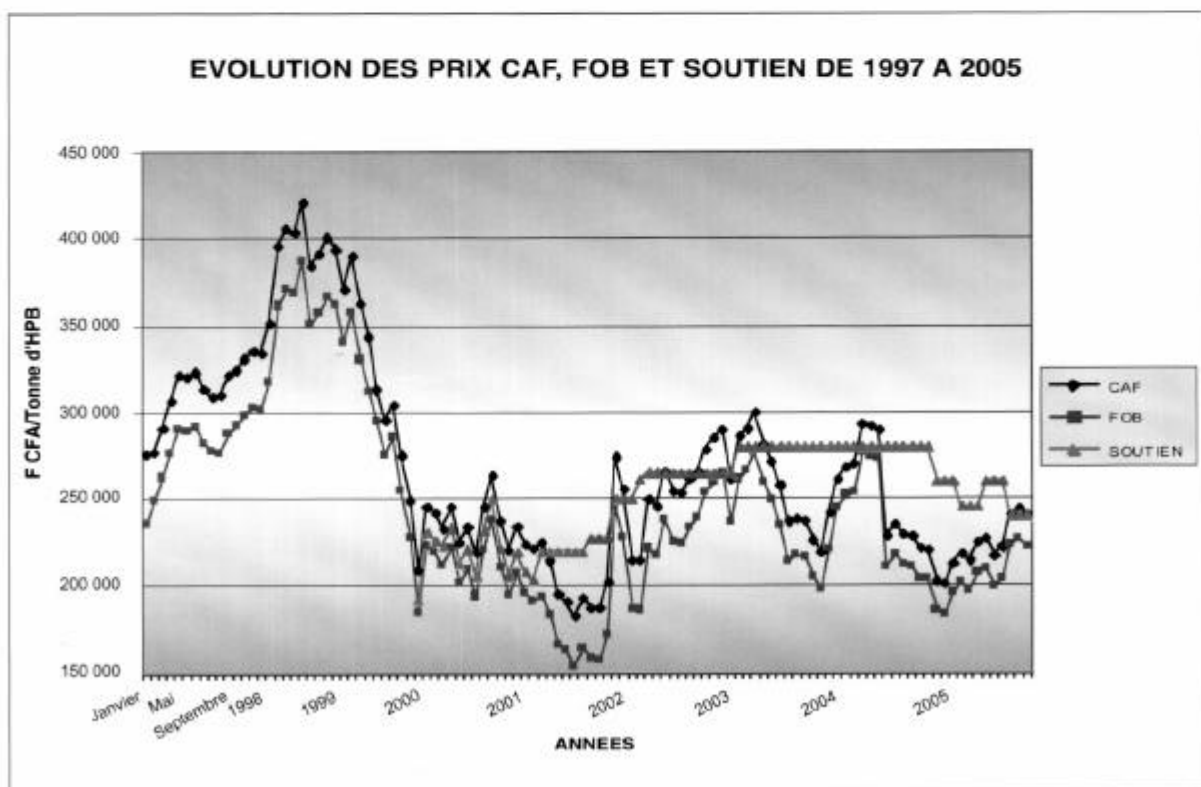
Le cours CAF Rotterdam situé au premier semestre de 2004 à environ 528 USD/T et au deuxième semestre à environ 431 USD/T a continué sa régression en 2005 avec une moyenne au premier semestre de 416 USD/T et une moyenne au deuxième semestre de 425 USD/T.

Le taux de change du dollar US a continué de baisser de 2004 jusqu'au premier semestre 2005 pour connaître un raffermissement au cours du deuxième semestre 2005. Cette situation a eu pour effet d'accentuer la dégradation du marché mondial sur la situation intérieure. En effet, la parité du dollar US qui était en moyenne à 538 FCFA/USD en 2004 est redescendue à 526 FCFA/USD en moyenne en 2005. Le deuxième semestre de 2005 est encore plus bas avec une moyenne de 509 FCFA/USD.

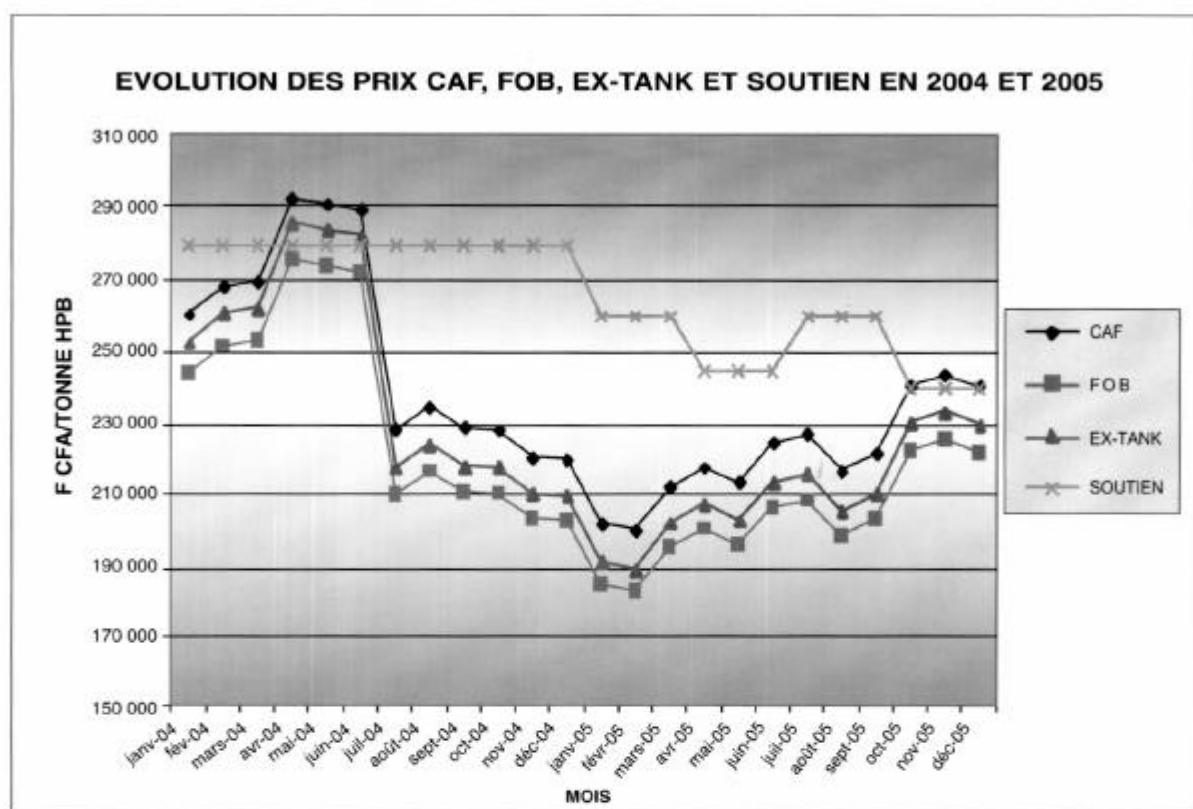
1-1-2-2 L'organisation de la filière et l'application des dispositions du nouveau mécanisme de détermination des prix

L'année 2005 a été la deuxième année d'application des dispositions du mécanisme de fixation des prix de l'huile de palme brute et du régime.

En effet, dès le premier trimestre 2005 le Comité de fixation du prix a décidé d'appliquer le mécanisme de détermination des prix conformément à l'accord interprofessionnel. Le principe de cet accord repose sur la combinaison d'un prix calculé et d'un prix plancher desquels découle un soutien des industriels de deuxième transformation visant à maintenir le prix plancher au niveau conventionnel. Les graphiques ci-après illustrent l'évolution des prix et le niveau du soutien apporté par les industriels de deuxième transformation.



PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005



1.1.3 - PRODUCTIONS AGRICOLES

L'évolution des superficies et des productions est détaillée dans les tableaux ci-dessous :

EVOLUTION DES SUPERFICIES (en hectares)

REGIONS	UAI	P.I.			P.V.			TOTAL		
		2005	2004	Var	2005	2004	Var	2005	2004	Var
SUD-EST	Ehania	11 427	10 063	1 364	32 615	26 301	6 314	44 042	36 364	7 678
	Toumanguié	2 959	2 959	0	17 041	14 030	3 011	20 000	16 989	3 011
S/T SUD-EST		14 386	13 022	1 364	49 656	40 330	9 325	64 042	53 352	10 689
CENTRE	Irobo	4 880	4 382	497	16 550	16 627	-78	21 429	21 010	420
	Boubo	4 639	4 639	0	12 976	12 176	800	17 615	16 815	800
S/T CENTRE		9 519	9 022	497	29 526	28 803	722	39 045	37 825	1 220
SUD-OUEST	Iboké	5 294	5 194	100	12 609	12 614	-5	17 903	17 808	95
	Néka	2 661	2 698	-38	10 218	12 267	-2 049	12 878	14 965	-2 087
	Blidouba	2 698	2 660	38	12 851	10 347	2 504	15 549	13 007	2 542
	Gbapet	1 285	1 285	0	6 097	6 096	1	7 382	7 381	1
S/T SUD-OUEST		11 938	11 837	100	41 774	41 324	450	53 711	53 161	550
TOTAL PALMCI		35 842	33 881	1 962	120 955	110 458	10 498	156 798	144 338	12 459
SUPERFICIE EN RAPPORT		28 378	27 212	1 166	116 071	106 341	9 730	134 719	133 553	1 166

PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

PRODUCTIONS AGRICOLES (en tonnes)

REGIONS	UAI	P.I.				P.V.				TOTAL			
		2005	2004	Var	%	2005	2004	Var	%	2005	2004	Var	%
SUD-EST	Ehania	110 758	92 161	18 597	16,8%	175 651	174 907	744	0,4%	286 410	267 068	19 341	6,8%
	Toumanguié	51 400	55 245	-3 845	-7,5%	74 671	84 957	-10 287	-13,8%	126 070	140 202	-14 132	-11,2%
S/T SUD-EST		162 158	147 406	14 752	9,1%	250 322	259 865	-9 543	-3,8%	412 480	407 271	5 210	1,3%
CENTRE	Irobo	35 070	38 315	-3 245	-9,3%	59 670	64 382	-4 712	-7,9%	94 740	102 697	-7 957	-8,4%
	Boubo	28 255	24 820	3 435	12,2%	72 508	76 775	-4 267	-5,9%	100 763	101 595	-832	-0,8%
S/T CENTRE		63 325	63 135	190	0,3%	132 177	141 156	-8 979	-6,8%	195 502	204 292	-8 790	-4,5%
SUD-OUEST	Iboké	21 409	26 855	-5 446	-25,4%	61 288	69 782	-8 495	-13,9%	82 696	96 637	-13 941	-16,9%
	Néka	26 007	28 585	-2 578	-9,9%	60 468	49 780	10 688	17,7%	86 475	78 365	8 111	9,4%
	Blidouba	24 893	30 384	-5 491	-22,1%	67 211	72 688	-5 477	-8,1%	92 104	103 072	-10 968	-11,9%
	Gbapet	12 024	9 308	2 716	22,6%	42 053	36 513	5 540	13,2%	54 077	45 821	8 256	15,3%
S/T SUD-OUEST		84 334	95 132	-10 798	-12,8%	231 019	228 762	2 257	1,0%	315 352	323 894	-8 542	-2,7%
TOTAL PALMCI		309 817	305 673	4 143	1,3%	613 518	629 783	-16 265	-2,7%	923 335	935 457	-12 122	-1,3%

Les superficies exploitées en 2005 ont porté sur 156 798 ha (35 842 ha en plantations industrielles et 120 955 ha en plantations villageoises) contre 144 338 ha en 2004.

Les superficies en rapport sont passées de 133 553 ha en 2004 à 134 719 ha en 2005 dont 28 378 ha en plantations industrielles et 116 071 ha en plantations villageoises.

La production totale de régimes de l'exercice a été de 923 335 tonnes contre 935 457 tonnes en 2004 soit une baisse de 12 122 tonnes représentant -1,3%. Cette régression est principalement due au manque de fertilisation partielle ou totale en 2004 et 2003 ainsi qu'au repos végétatif constaté au niveau des arbres sur l'ensemble de la palmeraie ivoirienne.

1.1.3.1 Qualité des régimes (teneur en huile)

En 2005, un accent particulier a été mis sur la qualité des régimes tant en plantations villageoises qu'en plantations industrielles. Ainsi, à l'image du Comité Qualité mis en place au niveau du siège, des Comités Qualité ont été créés sur l'ensemble des Unités comprenant des représentants de l'encadrement de PALMCI et des représentants des Coopératives.

Un service chargé de la qualité a été créé au Siège et au niveau des Unités, des laboratoires d'analyse des régimes ont été installés.

Un vaste programme de communication a été engagé pour informer l'ensemble des Planteurs sur le dispositif d'achat des régimes à la qualité avec l'octroi de primes selon un barème consensuel.

Le programme d'achat des régimes à la qualité et les actions envers la qualité en plantations industrielles ont permis d'atteindre un taux d'extraction moyen de l'huile de 22,5% en 2005 sur la base d'une teneur en huile moyenne des régimes de 24,15% et d'un rendement moyen des usines de 93,24%.

1.1.3.2 Plantations industrielles

L'exercice 2005 s'est achevé avec la réalisation de 88% des objectifs initiaux de production de régimes en plantations industrielles. La production a été de 309 817 tonnes de régimes pour une prévision de 350 131 tonnes. De façon spécifique, Ehania et Toumanguié ont pu atteindre respectivement 104% et 100% de leur objectif.

Les rendements ont baissé globalement de 4%, passant de 11,23 T/ha en 2004 à 10,56 T/ha. A Ehania, Irobo et Boubo, ces rendements ont été améliorés du fait des jeunes cultures tandis que les autres unités ont enregistré des chutes de rendement notables allant jusqu'à plus de 2 T/ha à Blidouba. Comme indiqué plus haut, la non fertilisation en 2003 et une fertilisation partielle en 2004 sont les principales

PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

causes de cette baisse de rendement. L'impact de la non fertilisation est particulièrement notable à Toumanguié où les cultures 1993 et 1994 performantes en 2004, ont enregistré une chute de rendement d'environ 3 T/ha sur l'année 2005.

1.1.3.2.1 Le verger

• Superficies à fin 2005

Le total des superficies plantées et non plantées s'élève à 35 843 ha et se décompose comme suit :
- Superficie non plantée : 1 590 ha (4,4 % du verger total) ;

- Superficie plantée : 34 253 ha (95,6% du verger total planté et non planté) ;
- Cultures en rapport : 28 378 ha (82,9 % du verger planté et 79,2% du verger total) ;
- Cultures immatures : 5 874 ha (soit 17,4 % du verger planté).

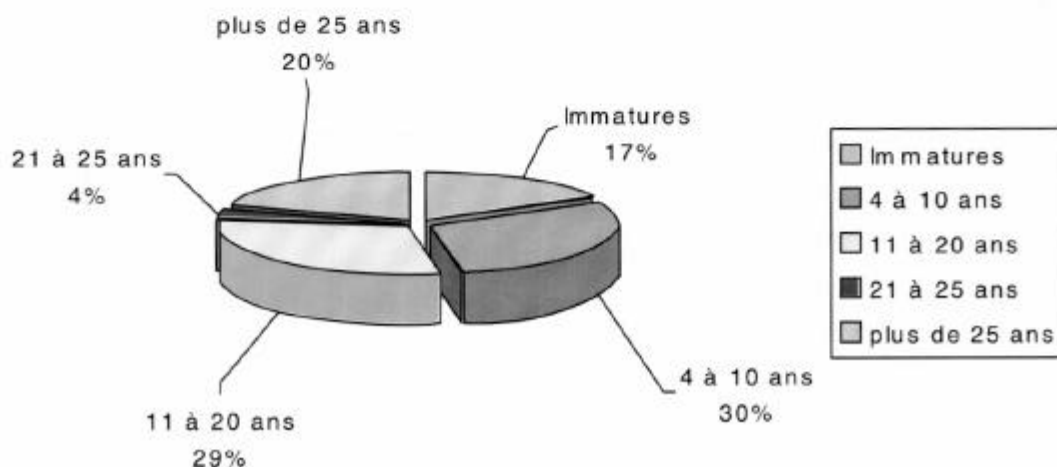
On dénombre 25 années de culture de N0 à N33, les plus anciennes datant de 1972 à Ehania.

Les plantations analysées par tranche d'âges ont la configuration suivante :

Tableau des superficies par âge et par unité

	EHANIA	TOUMANGUIE	IROBO	BOUBO	IBOKE	BLIDOUBA	GBAPET	NEKA	PALMCI
Immatures	3 193	0	657	1 536	488	0	0	0	5 874
4 à 10 ans	3 131	494	2 652	2 574	638	0	850	0	10 339
11 à 20 ans	2 606	1 616	574	529	89	1 993	0	2 660	10 068
21 à 25 ans	400	849	0		0	0	0	0	1 249
plus de 25 ans	1 504	0	0		4 079	705	435	0	6 723
TOTAL	10 834	2 959	3 883	4 639	5 231	2 698	1 285	2 660	34 253

Superficie par âge



PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

• Replantation en 2005

Ehania, Irobo et Iboké ont été concernés par ce programme de replantation.

Superficies plantées en 2005 : 1 528 ha répartis de la manière suivante :

Ehania : 771 ha

Irobo : 657 ha

Iboké : 100 ha

1.1.3.2.2 L'Exploitation

• Productions et Rendements

Les taux de réalisation des objectifs 2005 ont été en deçà des prévisions au Sud-Ouest : 57,75% à Iboké, 66,95% à Blidouba et 73,6% à Néka.

Comparées aux données de l'exercice 2004, les productions sont en hausse pour Ehania, Boubo et Gbapet.

Cependant, d'excellents rendements (T/ha) ont été atteints dans certaines années de cultures :

1993 avec 20,85 T/ha à Toumanguié

1994 avec 22 T/ha à Toumanguié

1998 avec 20,08 T/ha à Ehania

1999 avec 18,02 T/ha à Ehania

2000 avec 16,08 T/ha à Gbapet

• Récolte

Au niveau de la récolte, des progrès ont été enregistrés en 2005. En moyenne mensuelle, 2,46 tours ont été réalisés contre 2,06 tours en 2004, soit une progression de 19%.

• Collecte

S'agissant de la collecte, des progrès ont été également réalisés. Ainsi, une meilleure organisation de la collecte a permis de ramasser l'essentiel des régimes récoltés le jour même ou le jour suivant.

1.1.3.2.3 Qualité des régimes

En 2005, la qualité des régimes en plantations industrielles s'est sensiblement améliorée avec la mise en place des Comités Qualité et de l'Assurance Qualité Fournisseur (AQF).

Ainsi, en considérant l'hypothèse de 24,12% de teneur en huile et un rendement moyen des huileries de 93%, l'amélioration de la qualité des régimes en P.I. a généré un gain supplémentaire brut de chiffre d'affaires de 450 millions de FCFA.

1.1.3.3 Plantations Villageoises

1.1.3.3.1 Superficies du verger

Le verger villageois de l'aire d'intervention de PALMCI représentant 77% des superficies totales de 2005 contre 76,53% en 2004, a progressé de 10 498 ha, passant de 110 458 ha à 120 955 ha. Cette progression provient principalement de l'intensification de la production de plants distribués à titre onéreux selon un programme de crédit aux Planteurs.

L'augmentation des superficies en plantations villageoises est plus marquée à Ehania, Toumanguié et Boubo où l'offre de plants a été plus importante et les demandes d'immatriculation pour de nouvelles plantations entrant en production plus élevées.

Les superficies en rapport passent, quant à elles, de 106 341 ha en 2004 à 116 071 ha en 2005.

Dans la région du Sud-Ouest, la persistance des conflits fonciers a maintenu en état d'abandon environ 2 820 ha particulièrement à Iboké (1 713 ha) et Blidouba (1 107 ha). La production de régimes dans cette région a été marquée par un repos végétatif relativement sévère, confirmé par les comptages d'inflorescences et se traduisant par une baisse significative de la production de régimes en P.V, tel que constaté également en P.I.

1.1.3.3.2 Productions de régimes

Les plantations villageoises ont produit 613 518 tonnes représentant 67% de la production totale de régimes en 2005, soit le même pourcentage qu'en 2004.

Cette production se situe à environ 94 % des prévisions fixées à 650.000 tonnes. Elle est en baisse de 3% par rapport aux réalisations de l'année 2004 (629 787 tonnes).

Ce déficit dans la production est principalement lié à des facteurs tant agronomiques, déjà évoqués, que

PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

financiers, notamment l'incidence de la diminution du prix d'achat du régime, en particulier au cours du dernier trimestre.

Il est bon de noter que les régimes ont été régulièrement enlevés et payés aux planteurs.

En plantations villageoises, l'instauration de l'achat des régimes à la qualité a permis de générer un revenu additionnel. En effet, la teneur en huile moyenne de l'année a dépassé la norme de 23,12% permettant ainsi de réaliser à ce niveau un gain supplémentaire de chiffre d'affaires brut de 1 217 millions de FCFA répartis à hauteur de 719 millions de FCFA (59%) pour les planteurs et 498 millions de FCFA (41%) pour PALMCI.

1.1.3.3 Activités d'encadrement et d'assistance au secteur villageois

Le transfert des activités aux coopératives a été effectivement complet en 2005 sur l'ensemble des Unités Agro-Industrielles (UAI). Aussi, les coopératives ont-elles pris en charge les activités de collecte, d'encadrement et d'entretien des pistes villageoises. Dans ce cadre, l'encadrement PALMCI a un rôle d'accompagnement des activités concédées.

Un accent particulier a été porté sur la qualité des régimes pour améliorer les taux d'extraction de l'huile au niveau des huileries.

Ainsi, l'information et la formation en matière de qualité entreprises au niveau des Coopératives ont permis d'améliorer sensiblement la qualité des régimes livrés. L'intégration des Représentants des Coopératives aux Comités Qualités mis en place au niveau des Unités a aussi contribué à cette action d'envergure sur l'amélioration de la qualité des régimes.

Il convient de noter aussi l'appui apporté aux Coopératives en matière d'organisation et de pro-

grammation de la récolte et de la collecte afin de minimiser les pertes de productions en plantation. Cet appui est beaucoup plus intense sur les Unités où cohabitent une ou plusieurs Coopératives telles que Ehania, Toumanguié et Irobo.

Le nombre d'exploitants encadrés en 2005 est de 22 317 Planteurs, presque autant qu'en 2004 (22 314 Planteurs). L'effectif des Planteurs dont les plantations sont en production passe de 20 586 en 2004 à 21 213 en 2005.

1.1.4 - ACTIVITES INDUSTRIELLES

1.1.4.1 Productions

Globalement, les huileries ont réalisé une production de 207 802 tonnes d'huile et 34 507 tonnes de palmiste représentant respectivement 4,5% et 2,2% de plus qu'en 2004. Cette augmentation est essentiellement due à l'amélioration des taux d'extraction. Le taux d'extraction de l'huile de palme brute a atteint de 22,5%, soit 1,3 point de mieux qu'en 2004. En ce qui concerne celui des amandes de palmiste, quoiqu'en léger progrès par rapport à 2004, le taux de 3,7% est bien en dessous du taux escompté de 4,4% en raison de l'état du matériel de production et de l'insuffisance de capacité qui constitue un facteur limitant à corriger par des investissements adéquats.

Ces résultats ont été obtenus avec, en moyenne, un rendement d'extraction d'huile de 93,24% pour l'ensemble des huileries.

Les rendements d'extraction de palmistes restent encore faibles dans l'ensemble. Quatre huileries (Irobo, Iboké, Gbapet, Néka) passent la barre des 90%. Le programme de réhabilitation et de modernisation des palmisteries en cours devrait contribuer à améliorer sensiblement ces rendements et accroître les taux d'extraction.

PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

Le tonnage de régimes usinés ainsi que les productions d'huile et d'amandes de palmiste des deux dernières années sont données dans les tableaux ci-dessous.

REGIMES DE PALME USINES (en tonnes)

REGIONS	UAI	EXERCICE		VARIATION	
		2005	2004	EN QUANTITE (T)	EN %
SUD-EST	Ehania	286 410	267 241	19 169	7,2%
	Toumanguié	126 595	139 778	-13 182	-9,4%
S/T SUD-EST		413 005	407 019	5 987	1,5%
CENTRE	Irobo	94 740	102 697	-7 958	-7,7%
	Boubo	100 763	101 595	-832	-0,8%
S/T CENTRE		195 502	204 292	-8 790	-4,3%
SUD-OUEST	Iboké	87 614	117 296	-29 682	-25,3%
	Néka	86 719	78 471	8 248	10,5%
	Blidouba	87 341	82 611	4 730	5,7%
	Gbapet	53 672	46 061	7 611	16,5%
S/T SUD-OUEST		315 346	324 440	-9 093	-2,8%
TOTAL PALMCI		923 854	935 750	-11 897	-1,3%

HUILE DE PALME PRODUITE (en tonnes)

REGIONS	UAI	EXERCICE		VARIATION	
		2005	2004	EN QUANTITE (T)	EN %
SUD-EST	Ehania	63 918	57 016	6 902	12,1%
	Toumanguié	28 433	29 559	-1 126	-3,8%
S/T SUD-EST		92 351	86 575	5 776	6,7%
CENTRE	Irobo	21 424	21 189	235	1,1%
	Boubo	22 676	21 847	829	3,8%
S/T CENTRE		44 100	43 036	1 064	2,5%
SUD-OUEST	Iboké	19 745	24 839	-5 094	-20,5%
	Néka	19 694	17 399	2 295	13,2%
	Blidouba	19 499	16 973	2 525	14,9%
	Gbapet	12 414	9 945	2 469	24,8%
S/T SUD-OUEST		71 351	69 156	2 195	3,2%
TOTAL PALMCI		207 802	198 766	9 036	4,5%

AMANDES DE PALMISTE PRODUITES (en tonnes)

REGIONS	UAI	EXERCICE		VARIATION	
		2005	2004	EN QUANTITE (T)	EN %
SUD-EST	Ehania	10 142	9 613	529	5,5%
	Toumanguié	4 661	5 033	-373	-7,4%
S/T SUD-EST		14 802	14 646	156	1,1%
CENTRE	Irobo	3 853	3 995	-142	-3,6%
	Boubo	3 877	3 896	-19	-0,5%
S/T CENTRE		7 730	7 891	-161	-2,0%
SUD-OUEST	Iboké	3 214	4 438	-1 225	-27,6%
	Néka	3 513	3 298	215	6,5%
	Blidouba	3 018	1 777	1 241	69,9%
	Gbapet	2 231	1 724	507	29,4%
S/T SUD-OUEST		11 975	11 237	738	6,6%
TOTAL PALMCI		34 507	33 774	733	2,2%

PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

1.1.4.2 Résultats de fabrication

Les résultats de fabrication en terme de taux d'extraction d'huile et de palmiste se présentent comme suit:

TAUX D'EXTRACTION (en pourcentage)

SUD-EST	UAI	EXERCICE 2005		EXERCICE 2004		VARIATIONS	
		Huile	Palmistes	Huile	Palmistes	Huile	Palmistes
SUD-EST	Ehania	22,3	3,5	21,3	3,6	1,0	-0,1
	Toumanguié	22,5	3,7	21,1	3,6	1,3	0,1
S/T SUD-EST		22,4	3,6	21,3	3,6	1,1	0,0
CENTRE	Irobo	22,6	4,1	20,6	3,9	2,0	0,2
	Boubo	22,5	3,8	21,5	3,8	1,0	0,0
S/T CENTRE		22,6	4,0	21,1	3,9	1,5	0,1
SUD-OUEST	Iboké	22,5	3,7	21,2	3,8	1,4	-0,1
	Néka	22,7	4,1	22,2	4,2	0,5	-0,2
	Blidouba	22,3	3,5	20,5	2,2	1,8	1,3
	Gbapet	23,1	4,2	21,6	3,7	1,5	0,4
S/T SUD-OUEST		22,6	3,8	21,3	3,5	1,3	0,3
TOTAL PALMCI		22,5	3,7	21,2	3,6	1,3	0,1

1.1.4.3 Maintenance

De façon générale, l'entretien des huileries ne s'est pas fait aisément en raison des retards enregistrés dans l'approvisionnement en pièces de rechange du fait des conditions de réglemens devenues encore plus contraignantes auprès de la plupart des fournisseurs.

On a utilisé la capacité horaire à 90,6%, soit une hausse de 4,7% par rapport à 2004.

1.1.4.4 Chaufferie

Les gros travaux d'entretien sur les chaudières ont porté sur les réfractaires (briquetage), l'échange de cheminées (3) et le renouvellement de certains équipements de sécurité.

Globalement, les chaudières ont fonctionné sans difficulté majeure pour fournir 64% de l'énergie produite et consommée sur l'ensemble des huileries (hors groupes électrogènes périphériques des villages PALMCI).

1.1.4.5 Electricité et Adduction d'eau

Les équipements constitués de turbo-alternateurs, de groupes électrogènes, de forages et de stations d'épuration d'eau de rivières ont permis d'approvi-

sionner régulièrement l'ensemble des huileries et des habitations en électricité et en eau potable.

1.1.4.6 Projets nouveaux

1-1-4-6-1 Production d'énergie et raccordement au réseau national

Le projet de raccordement électrique de certaines unités sur le réseau national est bien engagé. L'unité d'Ehania est alimentée par le réseau CIE depuis le 21 novembre 2005 et les travaux de recherche d'économie d'énergie dans les villages sont en cours de réalisation.

Le raccordement des sites d'Irobo et Toumanguié au réseau CIE programmé en 2006 sera réalisé avec plus de célérité en particulier s'agissant de Toumanguié où le réseau national reste la source d'énergie indiquée pour la nouvelle presserie de palmiste.

1-1-4-6-2 Nouvelles presseries

La construction de deux nouvelles presseries de palmiste respectivement à Toumanguié et à Iboké s'inscrit dans la stratégie de recherche d'une rentabilité durable et d'une valorisation de nos produits finis. Ces projets à faible injection de capital ont un délai de retour sur investissement exceptionnellement court.

PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

1.1.4.7 Perspectives pour un redressement durable.

Tous les investissements engagés ou à engager, visent essentiellement la rentabilité par la réduction du prix de revient de l'huile de palme, notre produit principal.

Il en est ainsi :

- des deux unités de trituration d'amandes de palmistes qui transformeront toute la production de palmistes de PALMCI en huile laurique à partir de juillet 2006. Elles vont s'ajouter aux autres volets

de notre plan d'action opérationnel pour constituer des atouts significatifs pour le redressement durable de PALMCI.

- de l'important programme d'amélioration de la productivité des usines élaboré en collaboration avec Sawipac, une société malaisienne.

La réalisation de ce programme consistera à installer sur l'ensemble des unités des ateliers de palmerie modernes à haut rendement ainsi que des presses à rafles, et ce, à partir du second semestre 2006 dans les huileries de la Région Est.

1.1.5 - PERSONNEL ET FORMATION

1.1.5.1 Effectif

La situation des effectifs au 31 décembre 2005 est la suivante :

UNITES	CADRES	MAITRISES	EMPLOYES	OUVRIERS	CDD	M/O Champs	TOTAL
SIEGE	43	34	26				103
EHANIA	20	49	205	281	117	849	1 521
TOUMANGUIE	11	22	83	94	42	382	634
IROBO	11	23	99	103	178	386	800
BOUBO	11	21	95	70	147	456	800
IBOKE	12	24	98	146	8	559	847
BLIDOUBA	9	19	81	68	42	350	569
GBAPET	5	15	47	46	28	188	329
NEKA	10	20	74	79	62	326	571
TOTAL UNITES	89	193	782	887	624	3 496	6 071
TOTAL PALMCI	132	227	808	887	624	3 496	6 174
RAPPEL 2004	150	262	1 072	1 031	981	4 236	7 732
ECART	-18	-35	-264	-144	-357	-740	-1 558

L'effectif global à fin 2005 est de 6 174 travailleurs contre 7 732 au 31 Décembre 2004, soit une baisse globale de 20%. Cette baisse qui a concerné toutes les catégories de personnel du siège et des unités est due essentiellement à l'ajustement des effectifs intervenu durant l'année 2005.

1.1.5.2 Les frais de personnel

En dépit du coût de la restructuration du personnel dont l'impact se chiffre à 1 315 millions de FCFA, les frais de personnel de l'exercice 2005 s'élèvent à 12 035 millions de FCFA contre 12 419 millions de FCFA en 2004, soit une baisse de 3% alors que la production d'huile de palme augmente de 4,5%. Ce gain de productivité résulte de la poursuite des

contrôles initiés en 2004 lesquels portent essentiellement sur les effectifs, les éléments variables de paie et les heures supplémentaires.

1.1.5.3 La Formation

15 actions de formation sur 30 prévues ont été exécutées au bénéfice de 405 agents.

Les actions non réalisées sont celles initialement destinées au personnel des garages dont la suppression est intervenue dans le cadre de la dernière restructuration de la société, et aussi celles relatives au personnel impliqué dans les activités prioritaires de l'entreprise et qui de ce fait n'a pu être libéré pendant les cycles de formation.

PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

Les actions de formation réalisées ont coûté 48 millions de FCFA pour une prévision de 86 millions de FCFA, soit 56 % du budget prévisionnel y afférent.

Les domaines couverts ont été principalement les

techniques industrielles, l'informatique, et les actions concernant la mise en place des comités d'hygiène et de sécurité sur les sites agro-industriels.

1.2 - CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice 2005 s'élève à 54 857 millions de FCFA contre 55 402 millions de FCFA en 2004, soit une baisse de 1% qui résulte d'un écart favorable de quantité de 12,8% et d'un écart défavorable de prix de 13,8%.

Ce chiffre d'affaires provient de la vente de 213 183 tonnes d'huile de palme brute pour un montant de 52 489 millions de FCFA et 35 821 tonnes d'amandes de palmiste pour un montant de 2 368 millions de FCFA.

Ainsi, les chiffres d'affaires de l'huile de palme brute et des amandes de palmiste sont en baisse respectivement de 0,9% et 2,94% malgré l'augmentation substantielle de volumes (12,6% pour l'huile de

palme et 17,6% pour les amandes de palmiste) et ce, à cause de la chute du prix de vente.

Le prix moyen de vente de l'huile de palme brute pour l'exercice 2005 est de 246 217 FCFA la tonne contre 279 658 FCFA la tonne en 2004, soit une baisse de 12%.

Au niveau du palmiste, le prix moyen est passé de 80 072 FCFA la tonne en 2004 à 66 108 FCFA la tonne en 2005, soit une baisse 17,4% due à la chute du prix de vente à l'export.

Le tableau ci-dessous montre l'évolution des ventes de 1999 à 2005 :

	LIBELLES	UNITE	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	ECARTS 05/04
HUILE DE PALME	Quantités vendues	T	193 718	184 216	155 559	173 558	152 430	189 382	213 183	12,57%
	Chiffre d' affaires	Millions FCFA	56 634	41 213	34 105	45 987	43 049	52 962	52 489	-0,89%
	Prix moyen	FCFA/T	292 356	223 722	225 675	264 968	282 862	279 658	246 217	-11,96%
PALMISTE	Quantités vendues	T	31 348	31 072	21 007	27 768	26 014	30 469	35 821	17,57%
	Chiffre d' affaires	Millions FCFA	3 772	2 751	856	1 716	2 036	2 440	2 368	-2,94%
	Prix moyen	FCFA/T	120 321	88 560	40 774	61 796	76 906	80 072	66 108	-17,44%

PRESENTATION DES ACTIVITES DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE 2005

1.3 - INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE

Les investissements courants et les travaux de réhabilitation des équipements réalisés au cours de l'exercice se sont élevés à 6 423 millions de FCFA.

Le tableau récapitulatif ci-dessous (en FCFA) donne le détail des investissements 2005 par poste.

INVESTISSEMENTS 2005

LIBELLES	MONTANTS
Aménagement et agencement du matériel	2 073 929 849
Bâtiments	267 417 187
Matériel de transport	420 858 768
Matériel et mobilier	11 659 140
Matériel et outillage	111 358 629
Matériel et logiciels informatiques	197 313 820
Plantations	3 340 953 860
TOTAL	6 423 491 253

Les investissements en plantation ont porté sur la replantation de 1 528 ha dont 771 ha à Ehania, 657 ha à Irobo et 100 ha à Iboké ainsi que l'entretien des parcelles plantées de 2002 à 2004, soit 4 346 ha.

Le matériel de transport concerne les véhicules de chantier affectés aux assistants de plantations et les tracteurs utilisés à l'usine ou en plantation.

Les aménagements et agencement ainsi que le matériel et outillage concernent essentiellement la remise en état de l'outil industriel.

Les investissements en bâtiments ont porté sur les grosses réparations des bâtiments d'huilerie, des magasins ou la réhabilitation des logements du personnel.

Les investissements en informatique concernent l'acquisition et la mise en place à Ehania et Toumangué de ISAGRI, un logiciel de gestion des plantations et SAGE, un logiciel de gestion comptable décentralisée ainsi que sur le renouvellement du matériel informatique devenu obsolète et l'augmentation du parc de machines dans le cadre du programme de décentralisation.

II - PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

2.1 - COMPTE DE BILAN

Les états y afférents ainsi que le compte de résultat sont repris en annexes.

Le bilan de l'exercice 2005 s'équilibre à 86 181 millions de FCFA contre 83 880 millions de FCFA en 2004, soit une hausse de 2 301 millions de FCFA.

Les variations les plus significatives des postes du bilan s'analysent comme suit :

2.1.1 L'ACTIF

2.1.1.1 L'Actif Immobilisé

Les immobilisations enregistrent une baisse générale de 1 183 millions de FCFA. Cette baisse s'explique par le fait que les investissements de l'exercice sont inférieurs à la dotation aux amortissements.

2.1.1.2. L'Actif Circulant

Au titre de l'exercice 2005, cette rubrique s'élève à 11 112 millions de FCFA. Soit une baisse de 172 millions de FCFA par rapport à l'exercice 2004 qui résulte d'une diminution significative du stock de fin d'exercice (-998 millions de FCFA), notamment du stock final de produits finis et par la hausse des créances et emplois assimilés (826 millions de FCFA).

2.1.1.3 Trésorerie - Actif

Cette rubrique est en hausse de 3 657 millions de FCFA.

L'accroissement est imputable pour l'essentiel aux valeurs à encaisser (traites escomptées non échues relatives aux avances commerciales consenties par les clients Unilever-CI et COSMIVOIRE).

2.1.2 LE PASSIF

2.1.2.1 Capitaux propres

Cette rubrique connaît une baisse de 4 335 millions de FCFA qui correspond au résultat de l'exercice sous revue. Au 31 décembre 2005, les capitaux propres sont inférieurs à la moitié du capital social.

2.1.2.2 Dettes financières

La rubrique des dettes financières d'un montant de 35 196 millions de FCFA connaît une hausse nette de 1 535 millions de FCFA. Cette hausse résulte d'un accroissement des emprunts de 1 558 millions de FCFA et d'une baisse des provisions financières de 23 millions de FCFA.

Le détail est le suivant :

2.1.2.2.1 Emprunts

D'un montant de 34 769 millions de FCFA les emprunts connaissent une hausse de 1 535 millions de FCFA qui résulte des variations suivantes :

- baisse de l'écart de conversion passif rattaché à l'Emprunt PROPARGO de 675 millions FCFA par rapport à l'exercice 2004 consécutivement à la hausse du cours du dollar US ;

- remboursement de l'emprunt à moyen terme SGBCI pour 107 millions de FCFA ;

- remboursement de l'emprunt à moyen terme BICICI pour 13 millions de FCFA ;

- capitalisation des arriérés d'intérêt de l'emprunt BOAD pour 68 millions de FCFA ;

- augmentation des intérêts capitalisés pour 932 millions de FCFA.

2.1.2.2.2 Provisions financières pour risques et charges

D'un montant de 450 millions de FCFA en 2004, cette rubrique s'élève à 427 millions de FCFA au 31 décembre 2005, soit une baisse de 23 millions de FCFA. Elle est constituée pour l'essentiel de provisions pour litiges.

2.1.2.3 Passif Circulant

Au 31 décembre 2005, cette rubrique s'élève à 19 807 millions de FCFA ce qui correspond à une hausse nette de 286 millions de FCFA résultant d'une compensation entre la hausse des avances clients (130 millions de FCFA), des autres dettes (1 562 millions de FCFA) et la baisse des dettes fournisseurs (405 millions de FCFA), des dettes sociales (170 millions de FCFA) et des dettes fiscales (831 millions de FCFA).

2.1.2.4 Trésorerie - Passif

A la clôture de l'exercice 2005, cette rubrique est en hausse de 5 494 millions de FCFA par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse traduit l'augmentation du montant des traites escomptées.

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

2.2 - COMPTE DE GESTION

Comme indiqué plus haut, au 31 décembre 2005 le chiffre d'affaires s'élève à 54 857 millions de FCFA contre 55 402 millions de FCFA au 31 décembre 2004, soit une baisse de 545 millions de FCFA représentant 1%.

Les charges cumulées de l'exercice s'élèvent à 60 922 millions de FCFA. Ce niveau correspond à une baisse de 3 573 millions de FCFA, soit 5,5% par rapport à l'exercice 2004.

Le détail des charges de l'exercice 2005 se présente comme suit :

2.2.1 Achats consommés de matières premières

Ce poste enregistre principalement les consommations de régimes de palme achetés aux planteurs ainsi que les consommations d'intrants agricoles (engrais, produits chimiques, légumineuses pour la réalisation des plantes de couverture etc.)

L'évolution de ces achats est illustrée dans le tableau ci-après :

LIBELLES	2005	2004	VARIATION	
			Montant	%
Intrants agricoles en millions de FCFA	904	1 070	-166	-15,51%
Achats de régimes en millions de FCFA	16 465	17 981	-1 516	-8,43%
Achats de régimes (en Tonnes)	613 518	630 476	-16 958	-2,69%
Prix moyen achat régimes FCFA au Kg	26,8	28,5	-1,7	-5,96%

2.2.2 Autres achats consommés

A fin décembre 2005, ce poste s'élève à 7 039 millions de FCFA. Il enregistre une baisse de 635 millions de FCFA par rapport à l'exercice 2004.

Il se compose notamment des consommations de médicaments, de matériaux de construction, de produits pétroliers, de pièces de rechange d'usine et de véhicules.

2.2.3 Transport

Avec un niveau de charges de 5 540 millions de FCFA au 31 décembre 2005, ce poste connaît une augmentation de 923 millions de FCFA par rapport à l'exercice 2004. Les principales rubriques de ce poste ont connu les variations suivantes :

LIBELLES	2005	2004	VARIATION	
			Montant	%
Transport privé de régimes (en millions de FCFA)	3 194	2 793	401	14,36%
Tonnage de régimes transportés (en tonnes)	666 264	627 822	38 442	6,12%
Transport d'huile et d'amandes de palmiste (en millions de FCFA)	2 123	1 644	479	29,14%
Tonnage d'huile transporté (en tonnes)	247 819	224 565	23 254	10,36%

L'augmentation des frais de transport des régimes résulte de l'externalisation quasi totale du transport intervenue en octobre 2005.

La hausse des frais de transport de produits finis s'explique par l'augmentation de la production d'huile et de palmistes par rapport à l'exercice précédent mais également à l'augmentation des tarifs de transport.

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

2.2.4 Services extérieurs

Au 31 décembre 2005, les services extérieurs s'élèvent à 4 940 millions de FCFA contre 5 305 millions de FCFA en 2004, soit une baisse de 365 millions de FCFA représentant -6,8%.

Les services extérieurs se composent essentiellement des frais de sous-traitance, d'entretien, de réparation, d'assistance technique et d'assurance. Cette baisse traduit une meilleure maîtrise des charges de sous-traitance face à une croissance de l'activité de production.

2.2.5 Impôts et taxes

Ce poste s'élève à 1 357 millions de FCFA au 31 décembre 2005, soit une augmentation de 291 millions de FCFA par rapport à l'exercice 2004.

2.2.6 Pertes et charges diverses

Elles enregistrent une augmentation de 51 millions

de FCFA (278 millions de FCFA en 2005 contre 227 millions de FCFA en 2004).

L'économie aurait été de 95 millions de FCFA si une provision pour dépréciation du stock de produits finis de 145 millions de FCFA n'avait pas été constituée pour tenir compte de la différence entre le coût de revient de l'huile et le prix de vente.

2.2.7 Frais de personnel

Les charges de personnel s'élèvent à 12 035 millions de FCFA contre 12 419 millions de FCFA en 2004, soit une baisse de 384 millions de FCFA représentant 3%.

2.2.8 Résultat financier

La perte sur l'activité financière est de 4 123 millions de FCFA en 2005 contre une perte de 4 289 millions de FCFA en 2004, soit une variation positive de +167 millions de FCFA (3,8%).

2.3 RESULTAT DE L'EXERCICE

Malgré la production de 207 800T d'huile, le résultat de l'exercice est une perte de 4,3 milliards de FCFA. Il convient cependant de rappeler les éléments exceptionnels les plus importants qui ont impacté négativement ce résultat :

2.3.1 Baisse du prix de vente de l'huile de palme

Compte tenu de la conjoncture internationale (abondance de production en Asie du Sud-est), le prix local de l'huile qui est connecté au cours mondial est passé de 280 FCFA/Kg en 2004 à 246 FCFA/Kg en moyenne en 2005. L'écart défavorable de prix qui en résulte et qui a gravement détérioré notre résultat est de 7,3 milliards de FCFA.

2.3.2 Restructuration du personnel

La recherche de compétitivité a conduit la société à opéré une restructuration du personnel qui s'est tra-

duite par une déflation de plus de 1300 travailleurs pour un coût de 1 715 millions de FCFA dont 400 millions de FCFA étaient provisionnés en 2004, soit une incidence nette de 1 315 millions de FCFA sur les comptes de l'exercice sous revue.

Au total, les deux éléments précités ont dégradé le résultat de l'exercice 2005 de 8,6 milliards de FCFA. Il apparaît clairement que n'eut été ces éléments exceptionnels, la société aurait réalisé un profit de 4,3 milliards de FCFA. Cela montre que le plan de redressement de la société amorcé en 2003 a commencé à porter ses fruits et permet d'augurer de meilleures perspectives.

Les chiffres du bilan et du compte de résultat de l'exercice 2005 comparés à ceux de 2004 à travers les commentaires qui précèdent sont présentés sous forme simplifiée dans les pages ci-après (montants exprimés en milliers de FCFA).

PRESENTATION DES COMPTES DE L'EXERCICE

BILAN

ACTIF

(en millions de FCFA)

LIBELLES	2005	2004
ACTIF IMMOBILISE		
Charges immobilisées	315	3 791
Immobilisations incorporelles	130	9
Immobilisations corporelles	59 694	57 523
Immobilisations financières	471	470
Total actif immobilisé	60 610	61 793
ACTIF CIRCULANT		
Stocks	6 694	7 765
Créances Clients	700	1 793
Autres créances	3 718	1 727
Total actif circulant	11 112	11 285
TRESORERIE ACTIF		
Trésorerie actif	14 459	10 802
TOTAL GENERAL ACTIF	86 181	83 880

BILAN

PASSIF

(en millions de FCFA)

CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	2005	2004
Capital	19 501	19 501
Primes et réserves	536	536
Report à nouveau	-13 207	-8 528
Résultat de l'exercice	-4 335	-4 678
Total capitaux propres	2 495	6 831
DETTES FINANCIERES		
Emprunts	30 423	28 870
Dettes financières diverses	4 346	4 341
Provisions financières	427	450
Total des dettes financières	35 196	33 661
Total ressources stables	37 691	40 492
PASSIF CIRCULANT		
Clients, avances reçues	214	84
Fournisseurs	9 157	9 562
Dettes fiscales	5 976	6 807
Dettes sociales	1 717	1 887
Autres dettes	2 743	1 182
Total passif circulant	19 807	19 522
TRESORERIE-PASSIF		
Trésorerie passif	27 257	21 764
ECART DE CONVERSION PASSIF		
Ecart de conversion passif	1 426	2 102
TOTAL GENERAL PASSIF	86 181	83 880

IV - REDRESSEMENT DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES

4.1 RESULTAT OPERATIONNEL

4-1-1-Accroissement des volumes de régimes

Les comptages d'inflorescences effectués durant le dernier trimestre de l'année 2005 permettent de prévoir pour l'année 2006 une production meilleure que l'année précédente soit 990 000 tonnes de régimes (+7%).

4-1-2- Amélioration des taux d'extraction

En 2006 les actions amorcées en 2004 et 2005 seront renforcées. Des investissements spécifiques comme les presses à raffles, le système de recyclage des condensats, l'installation d'hydrocyclones à surverse réglable, la modernisation et l'augmentation des capacités des palmistries vont permettre d'améliorer les rendements en huile et en palmiste. En conséquence, le taux d'extraction de l'huile va passer de 22,5% à 22,8%.

Le taux d'extraction du palmiste connaîtra le même essor en passant de 3,6% à 4,5%.

4-1-3- Accroissement des volumes d'huile et de palmiste

Compte tenu de l'accroissement des volumes de régimes, de l'amélioration du taux d'extraction de l'huile et du palmiste, les volumes attendus d'huile et de palmiste sont, respectivement, 226 000 T et 43 500 T, soit une hausse de 10% et 27%.

4-1-4- Réduction de coût et résultat.

La restructuration opérée en 2005 et qui s'est traduite par la déflation de plus de 1300 personnes va générer des économies sur les frais de personnel de l'ordre de 1,1 milliard de FCFA en 2006.

Le démarrage en milieu d'année des deux presseries de palmiste va permettre de mieux valoriser les amandes de palmiste en générant un cash flow marginal de 1,4 milliard de FCFA.

Un important programme de réduction de coût résultant d'une étude menée à l'initiative du Conseil d'Administration et avec l'appui des actionnaires de référence Unilever-Côte d'Ivoire et

SIFCA contribuera à baisser le coût de revient de la tonne d'huile d'au moins 30 000 FCFA.

Ces importants programmes de réduction des charges et d'amélioration de performance, ainsi que l'accroissement du volume, permettent de prévoir à compter de l'année 2006 une réduction progressive du coût de revient de l'huile de sorte que la société dégagera un profit, malgré le niveau bas du prix de vente de l'huile de palme brute.

CONCLUSION

L'exercice 2005 affiche une production de 207 800 tonnes d'huile avec une perte de 4,3 milliards de FCFA due en grande partie à la baisse du prix de l'huile de plus de 12%. PALMCI n'ayant aucune influence sur le marché mondial de l'huile de palme, la seule alternative reste la production d'une huile hautement compétitive. Cela passe inéluctablement par une amélioration substantielle des performances et une réduction des coûts qui permettront, avec l'augmentation des volumes, de dégager un profit d'environ 1,6 milliard de FCFA dès l'exercice 2006.

4.2 SITUATION A FIN MARS 2006

A la fin du premier trimestre 2006, la production de régimes est supérieure au budget de 11% et au réel 2005 de 10%. Le taux d'extraction de l'huile à 22,8% est au niveau du budget et meilleur que 2005 de 0,4 point. Il en découle une production d'huile (71 000T) meilleure que 2005 de 10% et supérieure au budget à fin mars 2006 de 8%.

Grâce à ce niveau de production, le chiffre d'affaires est supérieur au budget de 13% et au réel 2005 de 1% en dépit de la baisse du prix à la tonne (240 FCFA/Kg contre 260 FCFA/Kg en 2005)

A fin mars 2006 le résultat est un profit de 1 208 millions de FCFA contre un budget de 1056 millions de FCFA et un réel 2005 de 1 140 millions de FCFA. Il s'agit maintenant de préserver les acquis voire les améliorer pour obtenir le résultat escompté.

III - PROPOSITION D'AFFECTATION DES RESULTATS

Votre Conseil d'Administration vous propose d'affecter comme suit le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2005 :

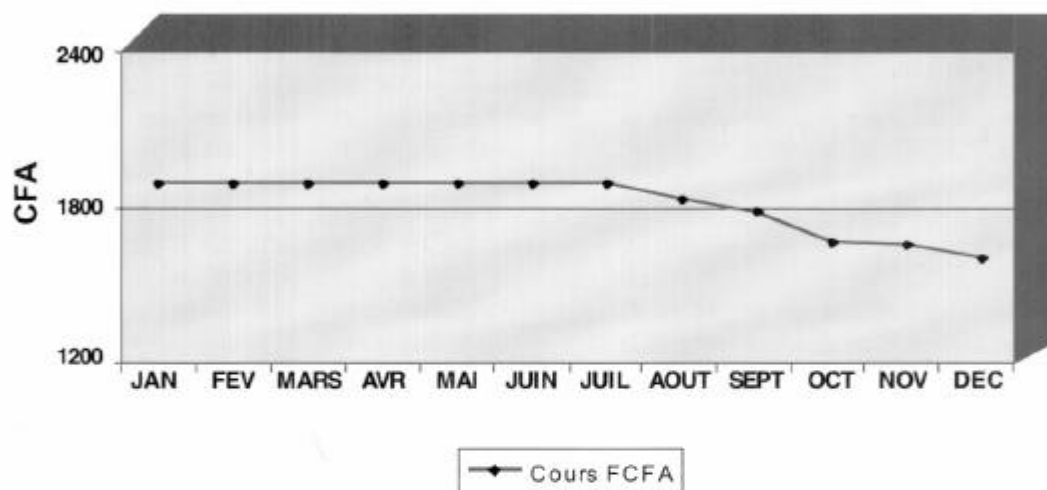
Report à nouveau au 31 décembre 2004	-13 206 872 681
Résultat net de l'exercice 2005	-4 335 138 753
Nouveau report à nouveau	-17 542 011 434

Comme vous le constatez, la perte de l'exercice ainsi que le niveau des fonds propres ne permettent pas de distribution de dividendes.

V - EVOLUTION DU COURS DE L'ACTION PALMCI

COURS PALMCI 2005

Mois	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sep.	Oct.	Nov.	Déc.
Cours CFA	1900	1900	1900	1898	1900	1900	1900	1838	1788	1665	1657	1602



VI - NOMINATION DES ADMINISTRATEURS

Le mandat des Administrateurs arrivant ce jour à expiration, il vous est proposé la nomination de :

- Monsieur Emmanuel KATTIE,
- Monsieur Yves LAMBELIN,
- Monsieur Martin BARRETT,
- Monsieur Manoj CHOPRA,
- La société Unilever-CI, représentée par Monsieur Marc DESENFANS,
- La Société SIFCA, représentée par Monsieur Angora TANO,
- La Société INTERCULTURES, représentée par Monsieur Jean-François CHAUVEAU,
- L'Etat de Côte d'Ivoire, représenté par Monsieur Honoré N'guetta ASSANVO et Monsieur Bernadin Koffi YAPI.

Les mandats, ainsi conférés, expireront lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2006.

Nous pensons, Mesdames, Messieurs, vous avoir apporté les informations qui vous permettront d'approuver les résolutions qui vont être soumises au vote de la présente Assemblée.

Les activités et résultats que nous vous avons présentés reposent sur la compétence et les efforts des membres du personnel auxquels nous adressons une fois de plus tous nos remerciements pour le dévouement dont ils ont fait preuve dans l'exercice de leurs fonctions.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

REDRESSEMENT DE LA SOCIÉTÉ ET PERSPECTIVES

La signature récente de la convention de restructuration de la dette des banques de développement et l'apport de fonds des actionnaires de référence à hauteur de 5 milliards de FCFA (3,3 milliards de FCFA pour Unilever-CI et 1,7 milliard de FCFA pour SIFCA) va assurément renforcer le plan de redressement en cours et dont les effets sont déjà perceptibles sur les résultats opérationnels de la société.

4.3 AMÉLIORATION DES FONDS PROPRES

Au terme de l'exercice 2004, les fonds propres d'un montant de 6 831 millions de FCFA étaient inférieurs à la moitié du capital social. Aussi, en application de l'article 664 de l'Acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE du Traité Ohada, les actionnaires ont été convoqués à l'effet de se prononcer sur la dissolution anticipée ou non de la société. A l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue le 6 Octobre 2005, les actionnaires ont décidé de la poursuite de l'exploitation étant entendu que la société dispose d'un délai de deux ans, à compter du 31 décembre 2005 pour ramener les fonds propres au niveau requis ou à défaut réduire son capital à hauteur des pertes cumulées.

A la clôture de l'exercice 2005, les fonds propres se sont à nouveau détériorés du fait de la perte de l'exercice. D'où la question de savoir quel est le schéma pour ramener les fonds propres au minimum légal.

Comme indiqué plus haut, l'année 2006 affichera un résultat bénéficiaire de 1,6 milliards de FCFA avec un effet partiel des projets d'amélioration des performances et de réduction de coûts en cours de réalisation. Les exercices 2007 et suivants bénéficieront du plein effet de ces projets. En conséquence et fort de volumes de production de régimes plus importants (1 132 000 T en 2007), les résultats attendus sont de 5,5 milliards de FCFA en 2007 et 6,3 milliards de FCFA en 2008. Les fonds propres devraient donc passer de 2,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2005 à 4,1 milliards de FCFA à la clôture de l'exercice 2006 et à 9,6 milliards de FCFA à fin 2007. Les fonds propres représenteraient alors 49,2% du capital. Ce schéma basé sur les performances de l'exploitation ne prend pas en compte les dispositions exceptionnelles dont la société pourrait bénéficier de la part des actionnaires mais également de l'Etat dans le cadre du programme de relance économique. En effet, au titre des dommages subis par PALMCI depuis le déclenchement de la crise socio-politique notamment dans la région du Sud-Ouest, nous avons introduit auprès de l'Administration une demande en réparation des dommages de guerre. Ce dossier soigneusement élaboré et basé sur des faits avérés, saura, nous semble-t-il, être traité avec diligence par les autorités compétentes dont l'attention a été attirée sur le rôle primordial de PALMCI au sein de la filière palmier à huile en côte d'Ivoire et dans l'UEMOA.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapports Spéciaux

Sur les conventions réglementées
Exercice clos le 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article 440 alinéa 2 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'Administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base.

Aucune nouvelle convention n'a été conclue durant l'exercice 2005.

Par ailleurs, en application de l'article 440 alinéa 7 de l'Acte uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours des exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice 2005.

1. Convention entre PALMCI et Unilever Côte d'Ivoire

Administrateur ou dirigeant concerné :

- Unilever Côte d'Ivoire représentée par Monsieur Marc Desenfans.

1.1 Nature et modalités :

Mise en place par Unilever Côte d'Ivoire au profit de PALMCI, d'une ligne de crédit d'un montant maximum de FCFA 3 milliards que PALMCI pourra utiliser au gré de ses besoins de trésorerie et dont le remboursement se fera d'accord partie, en fonction

de sa trésorerie.

Au 31 décembre 2005, PALMCI a utilisé FCFA 2.790 millions. Le montant des intérêts calculés sur la base du taux BCEAO majoré de deux points s'est élevé à FCFA 183 millions au cours de l'exercice 2005.

2. Convention entre PALMCI et la société THSP

Administrateur ou dirigeant concerné :

- PALMCI, administrateur de THSP, représentée par Monsieur Emmanuel Kattié.

2.1 Nature et modalités :

Convention de compte courant d'un montant de FCFA 123 millions conclue avec la société THSP dans le cadre du renforcement de ses fonds propres décidée par le conseil d'administration du 18 juin 1999.

Ce montant est rémunéré au taux de base de la BCEAO majoré d'un point.

Le solde de l'avance en compte courant de la société THSP est débiteur de FCFA 60 millions dans les livres de la PALMCI au 31 décembre 2005.

Les produits financiers enregistrés dans les comptes de PALMCI au titre de cette convention se sont élevés à FCFA 3 millions.

2.2 Nature et modalités :

Convention de gestion et d'assistance technique conclue entre la société PALMCI et la société THSP.

PALMCI fournit à THSP une assistance technique et de gestion, conformément à la convention du 12 janvier 1999.

En contrepartie des prestations fournies à THSP, PALMCI a perçu au cours de l'exercice 2005 une rémunération annuelle de FCFA 12 millions.

2.3 Nature et modalités :

Dans le cadre d'un crédit à moyen terme contracté auprès de la Banque Atlantique de Côte d'Ivoire, la société PALMCI, en partenariat avec la société SIPEF-CI, s'est constituée caution solidaire et indi-

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport Général

**États financiers annuels
exercice clos le 31 décembre 2005**

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2005, sur :

- le contrôle des états financiers annuels de la Société PALMCI, S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

1. Opinion sur les états financiers annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice, conformément aux règles et méthodes comptables prévues par l'Acte

uniforme de l'OHADA relatif au droit comptable.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- L'article 664 de l'acte uniforme relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique de l'OHADA prévoit, lorsque le montant des capitaux propres est inférieur à la moitié du capital social, la convocation par le Conseil d'Administration d'une Assemblée Générale Extraordinaire dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes, à l'effet de décider de la dissolution ou non de la société. Conformément à cette disposition, votre société a tenu une assemblée générale extraordinaire le 6 octobre 2005 qui a décidé de la poursuite de l'activité. Toutefois, nous vous rappelons que le délai légal prévu pour la régularisation des capitaux propres expire le 31 décembre 2007.

- La Côte d'Ivoire connaît une crise depuis le 19 septembre 2002. Cette situation entraîne pour l'ensemble des opérateurs économiques, un risque systémique dont l'effet ne peut être intégralement appréhendé dans les comptes.

2. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

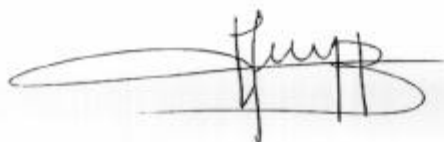
A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés ci-dessus, nous n'avons pas d'autre observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les états financiers annuels.

Le 31 mai 2006

Les commissaires aux comptes

Mazars & Guérard

Armand Fandohan
Expert - Comptable Diplômé



Ernst & Young

Caroline Zamojciowna-Orio
Expert comptable diplômé



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport Spécial sur les rémunérations exceptionnelles allouées aux membres du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article 432 de l'acte uniforme du traité de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE (Groupement d'Intérêt Économique), nous vous présentons notre rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles allouées aux membres du Conseil d'Administration au cours de

l'exercice clos le 31 décembre 2005.

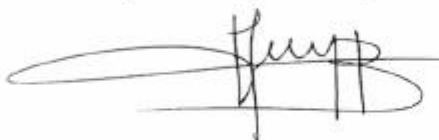
Le Président du Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune rémunération exceptionnelle allouée aux membres du Conseil d'Administration au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005 et nos contrôles n'ont pas révélé de telles rémunérations.

Abidjan, le 31 mai 2006

Les commissaires aux comptes

Mazars & Guérard

Armand Fandohan
Expert – Comptable Diplômé



Ernst & Young

Caroline Zamojciowna-Orio
Expert comptable diplômé



Certification du montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2005

Nous soussignés, ERNST & YOUNG et MAZARS & GUERARD, commissaires aux comptes de la Société PALMCI, S.A., certifions exact, en application des dispositions de l'article 525 Alinéa 5 de l'Acte uniforme de l'OHADA, le montant global des rémunérations versées aux dix personnes les mieux rémunérées qui nous a été indiqué par la direction générale et qui s'élève à FCFA

443.653.113 (Quatre cent quarante trois millions six cent cinquante trois mille cent treize).

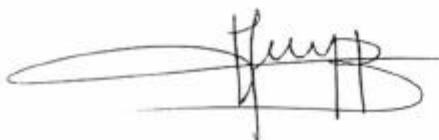
Les Commissaires aux Comptes

Le 31 mai 2006

Les commissaires aux comptes

Mazars & Guérard

Armand Fandohan
Expert – Comptable Diplômé



Ernst & Young

Caroline Zamojciowna-Orio
Expert comptable diplômé



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

visible de la société THSP.

La caution donnée le 18 septembre 1998 garantit le remboursement d'un crédit de FCFA 450 millions auquel s'ajouteraient les éventuels intérêts, agios, pénalités et autres frais.

Cette convention de cautionnement ne comporte aucune charge pour PALMCI.

Le solde du prêt objet du cautionnement d'un montant de FCFA 57,3 millions a été remboursé le 26 janvier 2005.

3. Convention entre PALMCI et l'Etat de Côte d'Ivoire

Administrateur ou dirigeant concerné :

- L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par Messieurs Honoré N'guetta Assanvo et Bernandin Koffi Yapi.

3.1 Nature et modalités :

Dans le cadre de la privatisation de la société PALMINDUSTRIE, l'Etat a cédé à la société PALMCI, les blocs agro-industriels du Sud-Ouest, du Sud-Est et du Centre.

Conformément aux conventions des 29 novembre 1996 et 27 décembre 1996, le traitement de la différence entre la valeur des actions de l'Etat dans la société constituée et la valeur des actifs apportés par l'Etat constitue une dette de PALMCI envers l'Etat.

Le montant total de cette dette s'établit à FCFA 5.958 millions dont FCFA 2.888 millions relatifs à l'ensemble agro-industriel du Sud-Ouest et FCFA 3.070 millions relatifs aux ensembles agro-industriels du Sud-Est et du Centre. Cette dette est remboursable en douze semestrialités égales.

Le solde restant dû au 31 décembre 2005 s'élève à FCFA 1.490 millions. Le montant des intérêts calculés sur la base du taux BCEAO majoré d'un point s'est élevé à FCFA 48 millions au cours de l'exercice 2005.

3.2 Nature et modalités :

A la suite de la privatisation de la société PALMINDUSTRIE, la société PALMCI a hérité d'un prêt de la Caisse Autonome d'Amortissement d'un montant initial de FCFA 24,6 milliards rémunéré au taux de la BCEAO majoré d'un point.

Ce prêt a fait l'objet de rachats partiels par CITIBANK (FCFA 6,1 milliards) et ECOBANK (FCFA 6,1 milliards) au cours des exercices antérieurs.

Le solde restant dû au 31 décembre 2003 s'élevait à FCFA 6.181 millions. En août 2004, ce prêt a été incorporé au capital de PALMCI à hauteur FCFA 2.505 millions.

La charge d'intérêts relative à ce prêt s'élève à FCFA 84 millions au 31 décembre 2005.

4. Convention entre PALMCI et le centre national de recherche agronomique (CNRA)

Administrateur concerné :

- L'Etat de Côte d'Ivoire représentée par Messieurs Honoré N'guetta Assanvo et Bernandin Koffi Yapi.

Nature et modalités :

Le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) a signé le 17 juin 1998 avec PALMCI, une convention de gestion des parcelles de vitro plants sur les ensembles agro-industriels de celle-ci. Cette convention est entrée en vigueur le 1er octobre 1998 pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

PALMCI s'est engagée à acheter tous les régimes récoltés par le Centre National de Recherche Agronomique au prix en vigueur chez les planteurs villageois, déduction faite de toutes les prestations effectuées par PALMCI pour le compte du CNRA.

La charge supportée par PALMCI en 2005 au titre de cette convention s'est élevée à FCFA 145 millions.

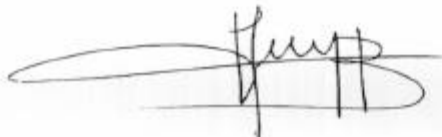
Le 31 mai 2006

Les commissaires aux comptes

Mazars & Guérard

Armand Fandohan

Expert - Comptable Diplômé



Ernst & Young

Caroline Zamojciowna-Orio

Expert comptable diplômé



FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

FIRD
PAGE 2/3

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : 3321 ABIDJAN 18

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le :

31/12/2005

Durée (en mois) :

12

			Contrôle de l'entreprise (cocher la case)	
ZK	Forme juridique :	(1)	0 0	ZO Entreprise sous contrôle public ☒
ZL	Régime fiscal :	(1)	1	ZR Entreprise sous contrôle privé national ☐
ZM	Pays du siège social :	(1)	0 3	ZS Entreprise sous contrôle privé étranger ☐
ZN	Nombre d'établissements dans le pays :		0 7	
ZO	Nombre d'établissements hors du pays pour lesquels une comptabilité distincte est tenue :		0 0	
ZP	Première année d'exercice dans le pays :		1 9 9 7	

ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

Désignation de l'activité (2)	Code nomenclature d'activité (1)	Chiffre d'affaire (CA) HT (3)	% activité dans le CA HT ou la VA
Exploit. plant. product huile de palme	010001	54 857 309 761	100,00%
Divers			
TOTAL		54 857 309 761	100%

(1) Se référer aux tables des codes
 (2) Lister de manière précise les activités dans l'ordre décroissant du C. A. HT, ou de la valeur ajoutée (V. A.).
 (3) Rayer la mention inutile (utiliser de préférence la V. A.).

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

FIRD
PAGE 1/3

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : 3321 ABIDJAN 18

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005** Durée (en mois) : **12**

☐ ZA EXERCICE COMPTABLE : DU **01/01/2005** AU **31/12/2005**

☐ ZB DATE D'ARRETE EFFECTIF DES COMPTES : **31/12/2005**

☐ ZC EXERCICE PRECEDENT CLOS LE : **31/12/2004** DUREE EXERCICE PRECEDENT EN MOIS : **12**

☐ ZD **10** **CI-ABJ-1996-B-2005-303** **NEANT**
Greffes N° Registre du Commerce N° répertoire des entreprises

☐ ZE **72246** **54519 J** **010001**
N° de caisse sociale N° Code Importateur Code activité principale

☐ ZF **PALM COTE D'IVOIRE** **PALM-CI**
Désignation de l'entreprise Sigle

☐ ZG **21 21 09 00** **21 21 09 30** **18** **3321** **ABIDJAN**
N° de téléphone N° de télécopie Code Boîte postale Ville

☐ ZH **BOULEVARD DE VRIDI**
Adresse géographique complète (Immeuble, rue, quartier, ville, pays)

☐ ZI **EXPLOITATION-PLANTATION ET PRODUCTION HUILE DE PALME BRUTE** % Capac. Prod.

Monsieur KACOU CLOVIS, DIRECTEUR FINANCIER COMPTABLE ET DE L'INFORMATION

Nom, adresse et qualité de la personne à contacter en cas de demande d'informations complémentaires

MOIHE AUDIT & CONSEIL, 08 BP 2036 ABIDJAN 08, TEL: 22 42 38 03

Nom du professionnel salarié de l'entreprise ou Nom, adresse et téléphone de cabinet comptable ou du professionnel INSCRIT A L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGREES ayant établi les états financiers

ERNST & YOUNG -5, AVENUE MARCHAN 01 BP 2715 ABIDJAN 01 / MAZARS ET GUERARD- 01 BP 3989 ABIDJAN 01

Noms et adresses du ou des commissaires aux comptes

☐ Non assujettie ☐ Non, (refus) ☐ Oui avec réserves ☐ Oui sans réserves ☐ Non assujettie ☐ non ☐ oui
Etats financiers certifiés (cocher la case) Etats financiers approuvés par l'Assemblée Générale (cocher la case)

M. YORO BI TIZIE

Nom du signataire des états financiers

DIRECTEUR GENERAL

Qualité du signataire des états financiers

Date de signature



Signature

Domiciliations bancaires

Banque	Numéro de compte
BICICI	0957000050100059
BICICI	0957000044200083
BICICI	095610015570006
SGBCI	40130055286
SGBCI	38332008222
SGBCI	30130024762
SGBCI	29130038303
SGBCI	27130066090
SGBCI	11633157848
SIB	30605750 E

ETATS FINANCIERS SYSCOA

BILAN – SYSTEME NORMAL

BILAN SYSTEME NORMAL
PAGE 1/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : 3321 ABIDJAN 18

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
	ACTIF IMMOBILISE (1)				
AA	Charges immobilisées				
AX	Frais d'établissement	0		0	0
AY	Charges à répartir	315 342 838		315 342 838	3 791 095 334
AC	Primes de remboursement des obligations	0		0	0
AD	Immobilisations incorporelles				
AE	Frais de recherche et de développement	0	0	0	0
AF	Brevets, licences, logiciels	69 775 731	22 758 581	47 017 150	9 405 371
AG	Fonds commercial	0	0	0	0
AH	Autres immobilisations incorporelles	82 616 400	0	82 616 400	0
AI	Immobilisations corporelles				
AJ	Terrains	0	0	0	0
AK	Bâtiments	26 255 801 801	14 147 364 499	12 108 437 302	13 471 463 856
AL	Installations et agencements	0	0	0	0
AM	Matériel	69 292 995 388	23 038 403 524	46 254 591 864	43 003 439 124
AN	Matériel de transport	6 217 739 393	5 486 753 051	730 986 342	771 838 822
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	600 653 883	0	600 653 883	275 508 127
AQ	Immobilisations financières				
AR	Titres de participation	330 000 000	0	330 000 000	330 000 000
AS	Autres immobilisations financières	140 589 031	0	140 589 031	140 389 031
AW	(1) dont H.A.O.:				
	Brut :	0			
	Net :	0			
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	103 305 514 465	42 695 279 655	60 610 234 810	61 793 139 665

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS

FIRD
PAGE 3/3

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : **3321 ABIDJAN 18**

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

DIRIGEANTS (1)

Noms	Prénoms	Qualité	Adresse (BP, ville, pays)
KATTIE	EMMANUEL	PCA	BP 1751 ABIDJAN 01
YORO	BI TIZIE	DG	BP 3321 ABIDJAN 01

1. Dirigeants = Président Directeur Général, Directeur Général, Administrateur Général, Gérant, Autres.

ACTIONNAIRES OU ASSOCIES PRINCIPAUX (par ordre décroissant du capital souscrit)

Noms	Prénoms	Nationalité	Capital	
			Montant (millions FCFA)	%
UNILEVER-CI		IVOIRIENNE	8 805	45,15%
SIFCA		IVOIRIENNE	4 376	22,44%
ETAT CÔTE D'IVOIRE		IVOIRIENNE	4 089	20,97%
DIVERS		IVOIRIENNE	1 447	7,42%
INTERCULTURES		IVOIRIENNE	784	4,02%
TOTAL			19 501	100%

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Noms	Prénoms	Qualité	Adresse (BP, ville, pays)
UNILEVER-CI	MARC DESENFANS	ADMINISTRATEUR	01 BP 1751 ABIDJAN 01
BARRETT	MARTIN	ADMINISTRATEUR	01 BP 1751 ABIDJAN 01
SIFCA	ANGORA TANO	ADMINISTRATEUR	01 BP 1289 ABIDJAN 01
INTERCULTURES	JEAN-FRANCOIS CHAUVEAU	ADMINISTRATEUR	01 BP 3586 ABIDJAN 01
ETAT CÔTE D'IVOIRE	BERNADIN KOFFI YAPI	ADMINISTRATEUR	BPV 125 ABIDJAN
ETAT de CÔTE D'IVOIRE	HONORE N. ASSANVO	ADMINISTRATEUR	BPV 82 ABIDJAN

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Désignation	Nationalité	Capital	
		Montant (millions FCFA)	%
THSP	IVOIRIENNE	400	60%
SHCI	IVOIRIENNE	900	10%
TOTAL		1300	70%

ETATS FINANCIERS SYSCOA

BILAN – SYSTEME NORMAL

BILAN SYSTEME NORMAL
PAGE 3/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : 3321 ABIDJAN 18

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

Réf.	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		
CA	Capital	19 501 154 640	19 501 154 640
CB	Actionnaires capital non appelé	0	0
CC	Primes et réserves		
CD	Primes d'apport, d'émission, de fusion	0	0
CE	Ecarts de réévaluation	226 818 421	226 818 421
CF	Réserves indisponibles	309 567 637	309 567 637
CG	Réserves libres	0	0
CH	Report à nouveau	-13 206 872 681	-8 528 455 310
CI	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	-4 335 138 753	-4 678 417 371
CK	Autres capitaux propres		
CL	Subventions d'investissement	0	0
CM	Provisions réglementées et fonds assimilés	0	0
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	2 495 529 264	6 830 668 017
	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)		
DA	Emprunts	30 422 938 132	28 869 646 617
DB	Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	0	0
DC	Dettes financières diverses	4 345 711 931	4 341 499 244
DD	Provisions financières pour risques et charges	427 000 000	450 000 000
DE	(1) dont H.A.O. : 0		
DF	TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	35 195 650 063	33 661 145 861
DG	TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	37 691 179 327	40 491 813 878

ETATS FINANCIERS SYSCOA

BILAN – SYSTEME NORMAL

BILAN SYSTEME NORMAL
PAGE 2/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : 3321 ABIDJAN 18

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

Réf.	ACTIF	Exercice N			Ex. N - 1
		Brut	Amort/Prov	Net	Net
AZ	Report Total Actif immobilisé	103 305 514 465	42 695 279 655	60 610 234 810	61 793 139 665
	ACTIF CIRCULANT				
BA	Actif circulant H.A.O.	12 981 640	0	12 981 640	0
BB	Stocks				
BC	Marchandises	0	0	0	0
BD	Matières première et autres approvisionnements	4 868 176 951	0	4 868 176 951	4 690 100 055
BE	En-cours	749 033 545	0	749 033 545	387 187 296
BF	Produits fabriqués	1 222 589 153	145 542 239	1 077 046 914	2 687 746 543
BG	Créances et emplois assimilés				
BH	Fournisseurs, avances versées	0	0	0	0
BI	Clients	811 190 792	111 008 111	700 182 681	1 793 028 719
BJ	Autres créances	3 724 811 068	19 780 424	3 705 030 644	1 726 888 863
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	11 388 783 149	276 330 774	11 112 452 375	11 284 951 476
	TRESORERIE-ACTIF				
BQ	Titres de placement	240 000 000	0	240 000 000	240 000 000
BR	Valeurs à encaisser	13 910 979 948	0	13 910 979 948	10 076 966 797
BS	Banques, chèques postaux, caisse	328 070 139	20 144 479	307 925 660	484 704 262
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)	14 479 050 087	20 144 479	14 458 905 608	10 801 671 059
BU	Ecarts de conversion - Actif (IV) (perte probable de change)	0	0	0	0
BZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	129 173 347 701	42 991 754 908	86 181 592 793	83 879 762 200

COMPTE DE RESULTAT – SYSTEME NORMAL

COMPTE DE RESULTAT SYSTEME NORMAL
PAGE 1/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : 3321 ABIDJAN 18

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

Réf.	CHARGES (1re partie)	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
RA	Achats de marchandises	0	0
RB	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur marchandises voir TB)	0	0
RC	Achats de matières premières et fournitures liées	17 547 540 189	18 828 947 494
RD	- Variation de stocks (- ou +) (Marge brute sur matières voir TG)	-176 076 896	195 944 190
RE	Autres achats	7 038 899 449	7 673 693 871
RH	- Variation de stocks (- ou +)	0	0
RI	Transports	5 540 537 792	4 617 552 526
RJ	Services extérieurs	4 940 120 774	5 305 166 804
RK	Impôts et taxes	1 356 900 761	1 066 282 636
RL	Autres charges (Valeur ajoutée voir TN)	277 571 172	226 579 220
RP	Charges de personnel	12 034 948 219	12 418 647 505
RQ	(1) dont personnel extérieur <u>0</u> <u>0</u> (Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
RS	Dotations aux amortissements et provisions	8 207 163 983	9 839 295 331
RW	Total des charges d'exploitation	56 765 605 443	60 172 109 577
	(Résultat d'exploitation voir TX)		

ETATS FINANCIERS SYSCOA

BILAN – SYSTEME NORMAL

BILAN SYSTEME NORMAL
PAGE 4/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : 3321 ABIDJAN 18

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

	PASSIF (avant répartition)	Exercice N	Exercice N - 1
DG	Report Total ressources stables	37 691 179 327	40 491 813 878
	PASSIF CIRCULANT		
DH	Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	0	0
DI	Clients, avances reçues	213 718 651	84 298 474
DJ	Fournisseurs d'exploitation	9 156 800 563	9 561 935 384
DK	Dettes fiscales	5 975 622 478	6 807 126 024
DL	Dettes sociales	1 717 100 826	1 887 356 728
DM	Autres dettes	2 743 518 938	1 181 750 599
DN	Risques provisionnés	0	0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	19 806 761 456	19 522 467 209
	TRESORERIE PASSIF		
DQ	Banques, crédits d'escompte	1 445 090 085	10 013 374 797
DR	Banques, crédits de trésorerie	25 776 988 935	11 046 951 262
DS	Banques, découverts	35 548 059	703 370 804
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	27 257 627 079	21 763 696 863
DU	Ecart de conversion - passif (V) (gain probable de change)	1 426 024 931	2 101 784 250
DZ	TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	86 181 592 793	83 879 762 200

COMPTE DE RESULTAT – SYSTEME NORMAL

COMPTE DE RESULTAT SYSTEME NORMAL
PAGE 3/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : **3321 ABIDJAN 18**

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

Réf.	CHARGES (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
RW	Report Total des charges d'exploitation	56 765 605 443	60 172 109 577
	ACTIVITE FINANCIERE		
SA	Frais financiers	4 126 244 303	4 308 097 077
SC	Pertes de change	0	4 977
SD	Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
SF	Total des charges financières	4 126 244 303	4 308 102 054
	<i>(Résultat financier voir UG)</i>		
SH	Total des charges des activités ordinaires	60 891 849 746	64 480 211 631
	<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>		
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)		
SK	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	0	0
SL	Charges H.A.O.	0	0
SM	Dotations H.A.O	0	0
SO	Total des charges H.A.O.	0	0
	<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>		
SQ	Participation des travailleurs	0	0
SR	Impôts sur le résultat	30 000 000	15 000 000
SS	Total participation et impôts	30 000 000	15 000 000
ST	TOTAL GENERAL DES CHARGES	60 921 849 746	64 495 211 631
	<i>(Résultat net voir UZ)</i>		

COMPTE DE RESULTAT – SYSTEME NORMAL

COMPTE DE RESULTAT SYSTEME NORMAL
PAGE 2/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Signe usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : 3321 ABIDJAN 18

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

Réf.	PRODUITS (1re partie)	Exercice N	Exercice N - 1
	ACTIVITE D'EXPLOITATION		
TA	Vente de marchandises	0	0
TB	MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES 0 0		
TC	Vente de produits fabriqués	54 857 309 761	55 401 876 615
TD	Travaux, services vendus	0	0
TE	Production stockée (ou déstockage) (+ ou -)	-1 293 751 181	2 303 497 113
TF	Production immobilisée	105 516 900	105 931 128
TG	MARGE BRUT SUR MATIERES 36 299 612 187 38 786 413 172		
TH		0	0
TI	CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH) 54 857 309 761 55 401 876 615		
TJ	(1) dont à l'exportation 1 128 026 807 2 244 282 053		
TK	Subventions d'exploitation	0	0
TL	Autres produits	2 312 396 219	1 936 426 837
TN	VALEUR AJOUTEE 19 457 978 458 21 833 564 952		
TQ	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION 7 423 030 239 9 414 917 447		
TS	Reprises de provisions	450 000 000	50 000 000
TT	Transferts de charges	146 489 294	0
TW	Total des produits d'exploitation	56 577 960 993	59 797 731 693
TX	RESULTAT D'EXPLOITATION -187 644 450 -374 377 884 Bénéfice (+) ; Perte (-)		

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

TAFIRE SYSTEME NORMAL
PAGE 1/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : 3321 ABIDJAN 18

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

1re PARTIE : DETERMINATION DES SOLDES FINANCIERS DE L'EXERCICE N

■ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions

+ Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

		E.B.E.	
			7 423 030 239
(SA) Frais financiers	4 126 244 303	(TT) Transferts de charges d'exploitation	146 489 294
(SC) Pertes de change	0	(UA) Revenus financiers	3 300 000
(SL) Charges H.A.O.	0	(UE) Transferts de charges financières	0
(SQ) Participation	0	(UC) Gains de change	0
(SR) Impôt sur le résultat	30 000 000	(UL) Produits H.A.O.	0
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	0
Total (I)	4 156 244 303	Total (II)	7 572 819 533

CAFG : Total (II) - Total (I) = 3 416 575 230 (N - 1): 5 110 877 960

■ AUTOFINANCEMENT (A.F.)

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 3 416 575 230 - 0 = 3 416 575 230 (N - 1): 5 110 877 960

■ VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

Variation des stocks : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BC) Marchandises	0	ou 0
(BD) Matières premières	178 076 896	ou 0
(BE) En-cours	361 846 249	ou 0
(BF) Produits fabriqués	0	ou 1 610 699 629
(A) Variation globale nette des stocks	0	ou 1 070 776 484

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

COMPTE DE RESULTAT – SYSTEME NORMAL

COMPTE DE RESULTAT SYSTEME NORMAL
PAGE 4/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : **3321 ABIDJAN 18**

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

Réf.	PRODUITS (2e partie)	Exercice N	Exercice N - 1
TW	Report Total des produits d'exploitation	56 577 960 993	59 797 731 693
	ACTIVITE FINANCIERE		
UA	Revenus financiers	3 300 000	18 114 277
UC	Gains de change	0	948 290
UD	Reprises de provisions	0	0
UE	Transferts de charges	0	0
UF	Total des produits financiers	3 300 000	19 062 567
UG	RESULTAT FINANCIER (+ ou -)	-4 122 944 303	-4 289 039 487
UH	Total des produits des activités ordinaires	56 581 260 993	59 816 794 260
UI	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		
	(+ ou -)	-4 310 588 753	-4 663 417 371
	(1) dont impôt correspondant 2 000 000	2 000 000	
	HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O)		
UK	Produits des cessions d'immobilisations	5 450 000	0
UL	Produits H.A.O.	0	0
UM	Reprises H.A.O.	0	0
UN	Transferts de charges	0	0
UO	Total des produits H.A.O.	5 450 000	0
UP	RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	5 450 000	0
UT	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	56 586 710 993	59 816 794 260
UZ	RESULTAT NET Bénéfice (+) ; Perte (-)	-4 335 138 753	-4 678 417 371

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

TAFIRE SYSTEME NORMAL
PAGE 3/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : 3321 ABIDJAN 18

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

2e PARTIE : TABLEAU

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS			
FA	Charges immobilisées	0		-29 489 959
	Croissance interne			
FB	Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	131 442 000	0	-6 378 847
FC	Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	6 297 299 253	5 450 000	-3 545 020 434
	Croissance externe			
FD	Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	200 000	0	-110 751 757
FF	INVESTISSEMENT TOTAL	6 423 491 253	0	-3 691 640 997
FG	II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. Supra : Var. B.F.E.)	205 984 331	0	-1 608 223 478
FH	A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)	6 629 475 584	0	-5 299 864 475
FI	III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)	12 981 640	0	0
FJ	IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	145 317 875		-13 292 466 886
	Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières			
	(1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
FK	B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER	6 787 775 099	0	-18 592 331 361

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

TAFIRE SYSTEME NORMAL
PAGE 2/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : **3321 ABIDJAN 18**

N° d'identification fiscale : **9702458 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

(suite)

Variation des créances : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(BH) Fournisseurs, avances versées	0	0
(BI) Clients	0	1 092 846 038
(BJ) Autres créances	1 978 141 781	0
(BU) Ecart de conversion - Actif	0	0
(B) Variation globale nette des créances	885 295 743	0

Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)
(DI) Clients, avances versées	0	129 420 177
(DJ) Fournisseurs d'exploitation	405 134 821	0
(DK) Dettes fiscales	831 503 546	0
(DL) Dettes sociales	170 255 902	0
(DM) Autres dettes	0	1 561 768 339
(DN) Risques provisionnés	0	0
(DU) Ecart de conversion - Passif	675 759 319	0
(C) Variation globale nette des dettes circulantes	391 465 072	0

VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)	205 984 331	0
---------------------------------------	--------------------	----------

■ EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)

ETE = EBE - variation BFE - Production immobilisée

	N	N - 1
Excédent brut d'exploitation	7 423 030 239	9 414 917 447
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources) (- ou +)	-205 984 331	-1 608 223 478
- Production immobilisée	105 516 900	105 931 128
EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION	7 111 529 008	7 700 762 841

TEXTE DES RESOLUTIONS

Première résolution : Examen des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux Comptes

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration sur la marche de la Société pendant l'exercice clos le 31 décembre 2005 et le rapport des Commissaires aux Comptes sur les états financiers de synthèse de cet exercice, approuve les états financiers de synthèse et le bilan dudit exercice ainsi que les opérations traduites par lesdits états financiers et résumées dans ces rapports.

En outre, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme OHADA relatif au Droit des sociétés commerciales et du GIE, l'Assemblée déclare approuver lesdites conventions.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne aux Administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Deuxième résolution : Affectation du résultat

L'Assemblée Générale approuve l'affectation du résultat proposée par le Conseil d'Administration et décide d'inscrire en report à nouveau la perte nette de l'exercice s'élevant à 4 335 138 753 FCFA. Le nouveau report à nouveau déficitaire s'établit à 17 542 011 434 FCFA.

Troisième résolution : Indemnités de fonction des Administrateurs

L'Assemblée Générale, approuvant les propositions du Conseil d'Administration, décide de ne pas allouer d'indemnités de fonction aux Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Quatrième résolution : Renouvellement du mandat des Administrateurs

L'Assemblée Générale constatant que le mandat de l'ensemble des Administrateurs est arrivé ce jour à expiration, décide de renouveler, pour une durée d'une année, les mandats de :

- Monsieur Emmanuel KATTIE ;
- Monsieur Yves LAMBELIN ;
- Monsieur Martin BARRETT ;
- Monsieur Manoj CHOPRA ;
- La société Unilever-CI représentée par monsieur Marc DESENFANS ;
- La société SIFCA représentée par monsieur Angora TANO ;
- La société INTERCULTURES représentée par monsieur Jean-François CHAUVÉAU ;
- L'Etat de Côte d'Ivoire représenté par messieurs Honoré N'Guetta ASSANVO et Bernadin Koffi YAPI.

Les mandats ainsi conférés, expireront lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 2006.

Cinquième résolution : Pouvoirs

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de ses délibérations à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi.

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)

TAFIRE SYSTEME NORMAL
PAGE 4/4

Dénomination sociale de l'entreprise : **PALMCI**

Sigle usuel : **PALMCI**

Adresse : **BOULEVARD DE VRIDI**

18 BP : 3321 ABIDJAN 18

N° d'identification fiscale : **9702456 W**

Exercice clos le : **31/12/2005**

Durée (en mois) : **12**

2e PARTIE : TABLEAU

Réf.		Exercice N		Exercice N - 1
		Emplois	Ressources	(E - ; R +)
	V. FINANCEMENT INTERNE			
FL	Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)	0	3 416 575 230	5 110 877 960
	VII. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES			
FM	Augmentations de capital par apports nouveaux		0	8 941 154 640
FN	Subventions d'investissement		0	0
FP	Prélèvements sur le capital	0		0
	VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS			
FQ	Emprunts (2)	0	1 534 504 202	6 245 718 750
FR	Autres dettes financières (2)	0	0	0
	(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
FS	C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	0	4 951 079 432	20 297 751 350
FT	D - EXCEDENTS OU INSUFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)	1 836 695 667	0	1 705 419 989
	VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE			
	Trésorerie nette			
FU	à la clôture de l'exercice + ou -			-12 798 721 471
FV	à l'ouverture de l'exercice + ou -			-10 962 025 804
FW	Variation Trésorerie : (+ si Emplois; - si Ressources)	0	1 836 695 667	-1 705 419 989
	Contrôle : D = VIII avec signe opposé			

Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences " bilantielles "

CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)		Emplois	Ressources
Variation du fonds de roulement (F.d.R.)	FdR(N) - FdR(N-1)	1 617 729 696	0
Variation du B.F. global (B.F.G.)	BFG(N) - BFG(N - 1)	218 965 971	0
Variation de la trésorerie (T)	T(N) - T(N - 1)	0	1 836 695 667
TOTAL		1 836 695 667	1 836 695 667

